

Benjamin DEFOORT

benjamin.brimo-defoort@cyu.fr



Professeur des Universités en Droit public

1^{ère} classe. Titulaire de la RIPEC 3.

CY Cergy Paris Université

Directeur de l'École doctorale Droit et Science Politique (n° 284)

Directeur de la Mention de Master « Droit Public »

Co-directeur du Master Droit des contentieux publics

Membre du Laboratoire d'Etudes Juridiques et Politiques (LEJEP)

Agrégation de droit public, premier concours externe 2016 : Rang 5^e

Formation et fonctions antérieures

2016/2022 Professeur des Universités en droit public

Université de Tours

Directeur du Master 1 Droit public

Co-directeur de l'axe « Procédures » de l'IRJI

2013/2016 Maître de conférences en droit public

Université Paris II Panthéon-Assas

Qualification aux fonctions de Maître de conférences en droit public par le Conseil National des Universités (Section 02)

**2006/2013 Université Paris II
Panthéon-Assas**

Doctorat en droit

La décision administrative. Thèse soutenue le 2 novembre 2012, sous la direction de Monsieur le Professeur Bertrand Seiller. Chargé de travaux dirigés vacataire (Université Paris II)

2009/2011

ATER (Université Paris II Panthéon-Assas)

2006/2090

Allocataire-Moniteur (Université Paris II Panthéon-Assas)

Enseignements

- 2025/** **Chargé d'enseignement à Sciences Po Paris**
Cours de droit administratif général (M1 Droit économique)
- 2022/** **Professeur à CY Cergy Paris Université**
Cours de Droit administratif général (L2)
Cours de Droit administratif des biens (L3)
Cours de Contentieux administratif (M1)
Cours de Théorie du droit (L3)
Cours de Culture générale et grands débats contemporains (L3)
Cours Théorie du contentieux administratif (M2 Droit des contentieux publics)
Cours de Finances publiques locales (M2 Droit des collectivités territoriales)
Cours de contentieux de l'urbanisme (M2 Droit des contentieux publics)
Séminaire de droit des libertés fondamentales (IEJ)
- 2021/** **Chargé d'enseignement à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris I)**
Conférences d'actualisation en droit administratif (IEJ Jean Domat)
- 2016/2022** **Professeur à l'Université de Tours**
Cours de Droit administratif général (L2 Droit)
Cours de Droit administratif général (L2 AES)
Cours de Droit de l'urbanisme (M1)
Cours de Finances locales (M1)
Cours de Droit administratif des biens (L3)
Cours de Valorisation des propriétés publiques (M2 Propriété et Gestion de l'Immeuble)
Cours de Contentieux de l'urbanisme (M2 Juriste de droit public)
Cours de Contentieux administratif (M2 Juriste de droit public)
Cours de Grands courants de la doctrine juridique (M2 Juriste de droit public)
Préparation à l'épreuve de droit administratif du CRFPA (IEJ François Grua)
- 2019** **Chargé d'enseignement à l'Université Panthéon-Assas (Paris II)**
Cours de droit administratif général (L2 Droit, antenne de Melun)
- 2013/2016** **Maître de conférences à l'Université Panthéon-Assas (Paris II).**
Cours de Finances publiques (L2 Droit, antenne de Melun) ;
Cours de droit administratif à l'IEJ (préparation aux concours de commissaire de police et d'officier de gendarmerie) ;
Séminaires d'actualité en droit administratif à l'IEJ (préparation CRFPA) ;
Séminaires d'actualité en procédure administrative contentieuse à l'IEJ (préparation CRFPA) ;
Travaux dirigés en droit administratif des biens, au sein de l'équipe pédagogique du Professeur Yves GAUDEMET (L3) ;
Travaux dirigés en droit administratif, au sein de l'équipe pédagogique du Professeur Bertrand SEILLER (L2) ;
- 2006/2013** **Allocataire-Moniteur, puis ATER, puis chargé d'enseignement vacataire à l'Université Panthéon-Assas (Paris II).**
Travaux dirigés en droit administratif, au sein des équipes pédagogiques des Professeurs Bertrand SEILLER et Didier TRUCHET (L2) et en droit constitutionnel au sein de celle du Professeur Philippe LAUVAUX (L1).

Responsabilités

❖ Responsabilités pédagogiques et universitaires

2022/ *CY Cergy Paris Université*

- Directeur de l'École doctorale Droit et Science Politique (n° 284) (2025/)
- Directeur de la Mention de Master « Droit public » (2022/)
- Co-directeur du Master Droit des contentieux publics (2022/)

2016/2022 *Université de Tours*

- Directeur du Master I Droit public – Parcours Juriste de droit public
- Directeur du Master I Droit public – Parcours Droit et Gestion Public Locale
- Directeur du Master I Droit de la Santé – Parcours Droit public
- Co-Directeur de l'axe « Procédures » de l'Institut de Recherches Juridiques et Interdisciplinaires (IRJI) François-Rabelais de l'Université de Tours
- Membre du Conseil de l'IRJI François-Rabelais, Université de Tours

❖ Responsabilités nationales

2025 Membre du jury du prix solennelle de thèse de la Chancellerie des Universités de Paris, dans la catégorie « Droit toutes spécialités »

2023 Membre du jury du concours interne de l'INSP, en charge de l'épreuve de Droit Public

2022 Expert auprès de l'Hcéres,
Membre du comité d'évaluation du Centre de Recherches Administratives de l'Université Aix-Marseille (novembre 2022).

2022 Membre du jury du concours externe et du 2^e concours externe (« Talents ») de l'INSP, en charge de l'épreuve de Droit Public

2021 Membre du jury du 3^e concours de l'ENA, en charge de l'épreuve de Droit Public

2020 Membre du jury du concours interne de l'ENA, en charge de l'épreuve de Droit Public

2017 Examineur dans le concours interne de l'ENA, épreuve de Droit public

❖ Participation à des comités de sélection

2025 Membre d'un Comité de Sélection, Université Clermont-Auvergne : Poste 02 PR (46-1)

Membre du comité de sélection pour le recrutement de 4 enseignants contractuels « LRU » en droit public à CY Cergy Paris Université

2024 Rapporteur sur des dossiers de demandes de RIPEC 3, Université Paris Panthéon-Assas

Membre du comité de sélection pour le recrutement de 4 enseignants contractuels « LRU » en droit public à CY Cergy Paris Université

2023 Membre d'un Comité de Sélection, Université Sorbonne Paris Nord : Poste 02 PR

Membre d'un Comité de Sélection, CY Cergy Paris Université : Poste 02 MCF

Membre du comité de sélection pour le recrutement de 4 enseignants contractuels « LRU » en droit public à CY Cergy Paris Université

2022 Membre d'un Comité de Sélection, Université de Tours : Poste 02 MCF 0709

2020 Président du Comité de Sélection pour le poste d'un enseignant contractuel « LRU » en droit public à l'Université de Tours

2019 Rapporteur, sur une candidature au titre du recrutement étranger, sur le poste MCF n° 4196, ouvert à l'Université Panthéon-Assas Paris II en 2019, sur le caractère équivalent des fonctions exercées par la candidate avec le niveau de l'emploi à pourvoir.

2018 Rapporteur, sur une candidature, au titre du recrutement étranger, sur les postes MCF n° 4235 et 4236, ouverts à l'Université Panthéon-Assas Paris II en 2018, sur le caractère équivalent des fonctions exercées par la candidate avec le niveau de l'emploi à pourvoir.

2017 Membre d'un Comité de Sélection, Université de Tours : Poste 01 MCF 0829

❖ Responsabilités scientifiques

Direction scientifique du projet *Le droit public dans la cité*, menée en partenariat entre le Conseil d'État et les Master en Droit public de Cergy Paris Université

Série de podcasts vidéo avec la participation d'étudiants de CY Cergy Paris Université et de membres du Conseil d'État (2nd semestre 2025)

- Episode 2 : « L'Environnement », avec Héloïse Chenal, étudiante en M2 DLDH, et Mailys Lange, Maître des requêtes au Conseil d'Etat.
- Episode 3 : « Les référés », avec Emma Gouriou, étudiante en M2 DCP et Anne Courrèges, Conseillère d'Etat.
- Episode 4 : « La médiation », avec Sirine Shili et Axelle Belkhiter-Tenaud, étudiantes en M2 DCP et Serge Gouès, Conseiller d'Etat.

Responsable, avec Me François Pinatel et Me Stéphane Bloch, de la Chronique annuelle de « Droit administratif du travail », dans la revue *Droit Social*.

Depuis janvier 2025 (2 chroniques par an).

Responsable de la Chronique « Jurisprudence du Conseil d'État – contentieux administratif et Convention Européenne des droits de l'homme », dans la *Gazette du Palais*. Depuis Août 2021 (2 chroniques par an).

Direction scientifique d'un cycle de conférences au sein du Master 2 Droit des contentieux publics :

- 2023/2024 :
 - o « Changement climatique. Que peut-on attendre des juges ? », par Me Régis Froger, Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation (5 septembre 2023) ;
 - o « Le contentieux administratif du travail », par Me François Pinatel, Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation (28 novembre 2023) ;
- 2024/2025
 - o « Le contradictoire devant le Conseil constitutionnel », par Me Claire Waquet, Avocate au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation et Benoit Camguilhem, chargé de mission sur les questions constitutionnelles au secrétariat général du gouvernement (3 septembre 2024) ;

- « L'administration et l'exécution des décisions de justice en matière environnementale », par Olivier Fuchs, Directeur des affaires juridiques, Pôle ministériel écologie, énergie, mer (12 novembre 2024) ;
- « Lire Hauriou aujourd'hui », par Pascale Gonod, Professeure à l'Ecole de droit de la Sorbonne, avec Tristan Pouthier, Professeur à CY Cergy Paris Université (10 décembre 2024).
- « L'office jurisprudentiel du juge d'appel », par Nathalie Massias, présidente de la Cour administrative d'appel de Versailles (26 mai 2025).
- 2025/2026
 - « Écrire la loi et le règlement : entre droit et politique », par Charles Touboul, Conseiller d'Etat (2 septembre 2025).
 - « La chambre du contentieux de la Cour des comptes et la responsabilité financière des gestionnaires publics », par Louis-Damien Fruchaud, Magistrat financier.
 - « La contribution des commissaires du gouvernement à la construction du droit administratif », par David Mongoin et Hervé de Gaudemar, Professeurs à l'Université Lyon 3 (16 décembre 2025).
 - « Le rôle du Contrôleur général des lieux de privation de liberté », par Dominique Simonnot, Contrôleuse générale des lieux de privation de liberté (en 2026).

Direction scientifique, avec Cassandre Serrano, Enseignante contractuelle à CY Cergy Paris Université, d'un ouvrage collectif :

Les garanties procédurales. Regards en droit public, LGDJ-Lextenso, « collection du LEJEP », 2025, 140 p.

Actes du colloque organisé le 27 juin 2024 par les étudiants des Master 1 Droit public de CY Cergy Paris Université.

Co-direction scientifique, avec Pierre Bourdon, Professeur à CY Cergy Paris Université, et le Tribunal administratif de Cergy Pontoise, d'un séminaire commun sur l'actualité de la jurisprudence du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

- « La valeur ajoutée du rapporteur public » (17 décembre 2024)
- « Le droit administratif du travail » (Mars 2026)

Membre du comité scientifique d'organisation du colloque de jeunes chercheurs organisé par le LEJEP et le CPJP de la Faculté de Droit de Cergy, sur « L'utilitarisme juridique », 7 décembre 2023.

Membre du comité scientifique d'organisation du colloque de jeunes chercheurs organisé par le LEJEP de la Faculté de droit de Cergy sur « Le pouvoir de régulation des Etats ».

Co-direction scientifique, avec J. Traullé, Professeure à l'Université de Tours, d'un ouvrage collectif et d'un colloque organisé à Tours le 6 octobre 2023 sur :

La cassation : regards croisés, LexisNexis, 2023, 300 p.

Avec la participation de : Soraya Amrani-Mekki, Camille Broyelle, François Brunet, Nicolas Cayrol, Pascale Deumier, Gaëlle Dumortier, Hélène Farge, Pascale Gonod, Benjamin Laverigne, Edouard de Leiris, Agnès Martinel, Vincent Mazeaud, Ariane Meynaud-Zeroual, Nicolas Molfessis, Florian Poulet, Marie Sirinelli, Jacques Petit, Olivia Sabard.

Direction scientifique d'une conférence, à l'Université de Tours, le 10 novembre 2021 sur :
Justice administrative de demain. Retour sur 5 ans d'application du décret JADE
Avec la participation de : Patricia Rouault-Chalier, Vice-Présidente du Tribunal administratif d'Orléans, et Hélène Farge, Avocate au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, Ancienne présidente de l'Ordre.

Co-direction scientifique, avec B. Lavergne, MCF à Tours, d'un ouvrage collectif :
Juger de la légalité administrative. Quel(s) juge(s) pour quelle(s) légalité(s) ?, LexisNexis, 2021, 338 p.
Avec la participation de : Eric Millard, Bertrand Seiller, Benoit Plessix, Aude Rouyère, Sébastien Hourson, Delphine Costa, Pascale Gonod, François Brunet, Jérôme Prévost-Gella, Camille Broyelle, Florian Poulet, Gilles Pellissier, Joachim Lebied, Florent Blanco, Olga Mamoudy, William Grémaud, Benjamin Lavergne, Jean Sirinelli, François Pinatel, Pierre-Yves Monjal.
Colloque organisé à Tours à l'occasion de la parution de l'ouvrage, le 19 novembre 2021.

Direction scientifique d'un colloque organisé à Tours, le 5 octobre 2018, sur :
L'appel : regards croisés en procédures civile et administrative
Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, coll. « Colloques & Essais », n° 105, 2020, 168 p.
Avec la participation de : Brigitte Phémolant, Natalie Fricero, Aude Rouyère, Gilles Pellissier, Hervé Hazan, Charles-Edouard Sénac, Dominique d'Ambra, Ariane Meynaud-Zeroual, Jean-François Escourrou, Olga Mamoudy, Edouard de Leiris.

Directions de recherches :

- Thèse de Madame Clémence Appert sur *Les offices du juge d'appel en contentieux administratif*, préparée à l'Université de Tours (contrat doctoral depuis le 1^{er} septembre 2018 ; puis ATER depuis le 1^{er} septembre 2021 ; soutenue le 2 décembre 2024 ; qualification aux fonctions de MCF ; MCF à Nantes) ;
- Habilitation à diriger les recherches (HDR) de Madame Nelly Ferreira sur *40 ans de droit de la décentralisation : bilan et perspectives*, préparée à CY Cergy Paris Université (soutenue le 16 décembre 2024) ;
- Thèse de Madame Diabelly Sambake sur *La fonction disciplinaire du juge administratif*, préparée à CY Cergy Paris Université, depuis le 1^{er} décembre 2024.
- Thèse de Madame Emma Gouriou sur *La cause en droit administratif*, préparée à CY Cergy Paris Université, depuis le 1^{er} septembre 2025.

Participation à des jury de soutenance de thèse

- Membre du jury (directeur de recherche) de la thèse de Mme Clémence Appert, le 2 décembre 2024, sur *Les offices du juge d'appel en contentieux administratif* (Université de Tours) ;
- Membre du jury de la thèse de M. Ackiel Boudinar-Zabaletta, le 9 janvier 2025, sur *L'acte de droit souple en droit public*, sous la direction de Bertrand Seiller (Université Paris Panthéon-Assas) ;
- Membre du jury (rapporteur) de la thèse de Mme Myriam Styczen, le 8 janvier 2025, sur *L'acte faisant grief*, sous la direction de Bertrand Seiller (Université Paris Panthéon-Assas) ;

- Membre du jury (rapporteur) de la thèse soutenue par M. Jean-Baptiste Guyonnet, le 14 décembre 2022, sur *Les réitérations de normes. Essai de conceptualisation à partir du contentieux administratif français*, sous la direction d'Agnès Roblot-Troizier (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).
- Membre du jury (président) de la thèse soutenue par Mme Maryam Omarjie, le 28 novembre 2023, sur *La société publique locale in house*, sous la direction de Sébastien Rolland et Mathieu Maisonneuve (CY Cergy Paris Université).
- Membre du jury (rapporteur) de la thèse soutenue par Mme Léa Murigneux, le 4 avril 2023, sur *Les questions de droit nouvelles devant le juge administratif*, sous la direction de Sébastien Hourson (Université Clermont Auvergne).

Recherche

❖ Principaux champs de recherche

Droit administratif général (action administrative, police, responsabilité)
 Contentieux administratif
 Droit administratif du travail
 Droit et contentieux de l'urbanisme
 Droit de la propriété publique
 Théorie du droit

❖ Ouvrages

Thèse de doctorat

1. B. DEFOORT, *La décision administrative*, LGDJ, « Bibliothèque de droit public », t. 286, 2015.

Ouvrage issu d'une thèse de doctorat effectuée sous la direction du Professeur Bertrand SEILLER et soutenue le 2 novembre 2012 à l'Université Panthéon-Assas (Paris II) devant le jury composé de M. Xavier DUPRE de BOULOIS, professeur à l'Université Pierre Mendès-France (Grenoble II), rapporteur ; M. Éric MILLARD, professeur à l'Université Paris-Ouest Nanterre La Défense (Paris X), suffragant ; M. Jacques PETIT, professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris II), Président ; Mme Aude ROUYERE, professeur à l'Université Montesquieu (Bordeaux IV), rapporteur ; et M. Bertrand SEILLER, professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris II), directeur de recherche.

Mention très honorable avec les félicitations du jury

Thèse proposée pour l'obtention d'un prix et l'octroi d'une subvention en vue de la publication

Prix de l'Association française pour la recherche en droit administratif (AFDA)

Prix de l'Université Panthéon-Assas (Paris II)

Thèse proposée par le Conseil scientifique de l'Université Paris II Panthéon-Assas au concours des prix solennels de la Chancellerie des Universités (Prix Aguirre-Basualdo / Rubinstein)

Manuels

2. R. ROUQUETTE et B. DEFOORT, *Petit traité du procès administratif*, Dalloz, « Praxis Dalloz », 10^e éd., 2023, 2062 p. ; 11^e éd., 2026 (à paraître).

3. S. JOBERT, E. VERNY, B. DEFOORT, *Institutions juridictionnelles*, Dalloz, « Précis », 18^e éd., 2027 (à paraître), 1404 p.

Directions scientifiques

4. B. DEFOORT (sous la dir.), *L'appel. Regards croisés en procédures civile et administrative*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, coll. « Colloques & Essais », n° 105, 2020, 168 p.
5. B. DEFOORT, B. LAVERGNE (sous la dir.), *Juger de la légalité administrative. Quel(s) juge(s) pour quelle(s) légalité(s) ?*, LexisNexis, 2021, 338 p.
6. B. DEFOORT, J. TRAUILLÉ (sous la dir.), *La cassation. Regards croisés*, LexisNexis, 2023, 300 p.
7. B. DEFOORT, C. SERRANO (sous la dir.), *Les garanties procédurales en droit public*, LGDJ, « LEJEP », 2025, 144 p.

Préface

8. S. BRIMO & B. DEFOORT, Préface à la réédition de A. BRIMO, *Les grands courants de la philosophie du droit et de l'État*, 3^e éd., 1978, Pédone, rééd. 2018.
9. Préface à C. APPERT, *Les offices du juge administratif d'appel*, Mare & Martin, « Bibliothèque des thèses », 2026.

❖ Articles publiés dans des revues à comité de lecture

10. « Retour sur les regards croisés du juge administratif et du juge judiciaire sur la médiation », *Gaz. Pal.* 30 septembre 2025, n° GPL479z4 ;
11. « L'acte administratif symbolique », *RDP* 2025, n° 3, p. 151 ;
12. « Les méandres de la jurisprudence *Danthony* en droit de la fonction publique », *AJPF* 2025, p. 481 ;
13. « Contrôle politique et politique du contrôle des ordonnances de l'article 38 », *RFDC* 2025, n° 142, p. 487 ;
14. « Pouvoir d'injonction et effet utile des décisions du juge administratif », *AJDA* 2025, p. 274 ;
15. « Les amendes administratives en droit du travail. Entre droit pénal et droit du travail, le droit administratif au secours de l'effectivité ? », *Droit Social* 2024, n° 5, p. 465.
16. « L'effet utile et la stratégie contentieuse », *JCP A* 2023, n° 2352.
17. « Retour sur 6 ans d'application du décret JADE : inventaire et perspectives », *Droit administratif*, n° 12, décembre 2022, étude 13.
18. « À la recherche de l'"effet utile" : l'excès de pouvoir perdu ou retrouvé ? », *AJDA* 2020, p. 857.
19. Avec Sara BRIMO, « La police générale de la salubrité à l'épreuve de l'état d'urgence sanitaire. Ou l'impossible disparition de la salubrité publique locale », *RDSS* 2020, p. 848.

20. « Les paradoxes du contrôle juridictionnel des actes administratifs unilatéraux : à propos de quelques arrêts récents », *RFDA* 2018, p. 1071.
21. « Le principe de réparation intégrale », *Droit administratif*, n° 8-9, Août 2018, étude n° 8.
22. « Le rôle de la jurisprudence en droit administratif », *Montesquieu Law Review* 2018.
23. « L'office du juge administratif », *Revue de Droit d'Assas* 2017, n° 13-14, p. 128
24. « Faut-il définir la décision administrative dans le futur code des relations entre le public et les administrations ? », *AJDA* 2015, p. 811.
25. « L'usage des métaphores par Jean Rivero. Regard sur une conception de la doctrine », *RFDA* 2009, p. 1048.
26. « Incertitude scientifique et lien de causalité : la preuve par présomption. Le traitement juridictionnel du doute et l'exigence de précautions dans son application », *RFDA* 2008, p. 549.

❖ Chapitres d'ouvrages collectifs

27. « La distinction des contentieux à l'épreuve du contrôle de l'inaction publique », in S. BRIMO (sous la dir.), *L'inaction en droit public*, LexisNexis, 2026, à paraître.
28. « L'administration persuasive », in E. BARBIN (sous la dir.), *Le nudge en droit administratif* (à paraître).
29. « L'exécution des décisions des juridictions administratives spécialisées », in B. RICOU, C. MEURANT, T. GOUJON-BETHAN (sous la dir.), *Les juridictions spécialisées*, Dalloz, « Thèmes & Commentaires », 2026 (à paraître) ;
30. « Causalité et causes (juridiques) », in S. BRIMO, A. JACQUEMET-GAUCHE (sous la dir.), *Causalité(s)*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, « Colloques & Essais », 2025, p. 73.
31. Avec Julie TRAULE, « Pourquoi et comment croiser les regards sur la cassation », in B. DEFOORT, J. TRAULE (dir.), *Regards croisés sur la cassation*, LexisNexis, 2023, p. 3.
32. « La promotion du droit souple dans la protection des droits des vieux », in S. BRIMO, P. GONOD (sous la dir.), *Vieux. De quel(s) droit(s) ?*, IRJS Editions, 2023, p. 107.
33. Avec Sara BRIMO, « À propos de la "spécialité" des règles régissant la responsabilité des personnes publiques », in F. BLANCO, S. GILBERT, A. JACQUEMET-GAUCHE (sous la dir.), *Autour de l'arrêt Blanco. Travaux et recherches à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de la décision du Tribunal des conflits du 8 février 1873*, Dalloz, « Thèmes & Commentaires », 2023, p. 225.
34. « Oralité et garanties du procès administratif – Dialogue autour de l'oralité dans le procès administratif », table ronde avec J.-P. Costa, G. Devienne, V. Doisneau-Herry, G. Hermitte et E. Saksick, in F. BLANCO (sous la dir.), *L'oralité dans le procès administratif*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, coll. « Colloques & Essais », 2025, à paraître.
35. « La théorie de l'acte purement discrétionnaire. Une hallucinose ? », in T. PASQUIET-BRIAND (sous la dir.), *Les conflits doctrinaux au XIXe siècle. Une analyse des fondements politiques du droit*, Actes

du colloque international organisé par l'Université Paris-Saclay, les 20 et 21 mai 2021, Mare & Martin, 2023.

36. Avec Benjamin LAVERGNE, « Avant-propos. La légalité et son juge », in B. DEFOORT, B. LAVERGNE (sous la dir.), *Juger de la légalité administrative. Quel(s) juge(s) pour quelle(s) légalité(s) ?*, LexisNexis, 2021, p. XI.
37. « Juger de la légalité et effet utile des décisions du juge administratif », in B. DEFOORT, B. LAVERGNE (sous la dir.), *Juger de la légalité administrative. Quel(s) juge(s) pour quelle(s) légalité(s) ?*, LexisNexis, 2021, p. 227.
38. « Les métaphores en droit administratif », in A.-L. GIRARD, A. LAUBA, D. SALLES (sous la dir.), *Les racines littéraires du droit administratif*, actes du colloque organisé à Poitiers le 27 mars 2020, Éditions Universitaires juridiques Poitiers, LGDJ/Lextenso, coll. « Actes et colloques », 2021, p. 187.
39. Avec Sara BRIMO, « Les polices spéciales sanitaires vont-elles finir par éradiquer la police générale de la salubrité ? », in T. PASQUIET-BRIAND (sous la dir.), *Spicilegium juris politici. Mélanges offerts à Philippe Lauvaux*, Éditions Panthéon-Assas, 2021, p. 184.
40. « Introduction – L'appel à la croisée des chemins », in B. DEFOORT (sous la dir.), *L'appel. Regards croisés en procédures civile et administrative*, Actes du colloque organisé à Tours le 5 octobre 2018, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, coll. « Colloques & Essais », n° 105, 2020, p. 7.

❖ Commentaires de jurisprudence et chroniques

41. « Chronique de jurisprudence du Conseil d'État – Contentieux administratif et Convention Européenne des droits de l'homme », Janvier-Juin 2024, *La Gazette du Palais*, 2025, n° 2
 - « Le droit de se taire sous le contrôle du juge de l'excès de pouvoir », obs. sous CE, sect., 19 déc. 2024, n° 490492, *M. A...B...*, Lebon, CE, sect., 19 déc. 2024, n° 490157, *M. A... B...*, Lebon, CE, 9 mai 2025, n° 499277, *Mme B...*, Lebon T., CE, 18 juin 2025, n° 502832, *Mme A... B...* ;
 - « La délimitation d'une question préjudicielle posée au juge administratif ne lui interdit pas de transmettre une question », obs. sous CE, 9 avril 2025, n° 496122, *Mme B...*, Lebon T. ;
 - « Aspects et aspérités de l'impartialité du juge administratif », obs. sous CE, 5 févr. 2025, n° 489647, *M. B...*, CE, 7 mars 2025, n° 491187, *Sté Vet'Aliénor et associés*, Lebon, CE, 18 avril 2025, n° 488035, *Assoc. des amis du château du Thiolent*, Lebon T. ;
 - « Le juge peut rejeter par prétérition une demande de médiation », obs. sous CE, 17 mars 2025, n° 492664, *Commune de Béthune*, Lebon
-
42. Avec S. Bloch et F. Pinatel, « Chronique de droit administratif du travail 2025. Partie 1 », *Droit Social*, juin 2025, p. 506 :
 - « Les différences entre le contrôle du licenciement d'un salarié protégé pour inaptitude ou pour insuffisance professionnelle », obs. sous CE, 2 déc. 2024, n° 487954, *M. B...*, Lebon T. et CE, 2 décembre 2024, n° 470513, *Sté Akidis*, Lebon T. ;
 - « Précisions sur la précision des offres de reclassement contrôlées par l'administration », obs. sous CE, 2 déc. 2024, n° 488033, *Sté Débonix*, Lebon T. ;
 - « L'administration n'a pas à rechercher "la cause de la cause" d'un licenciement pour motifs économique. Ou quand le salarié protégé est moins bien protégé contre le

licenciement économique imputable à la faute de son employeur », obs. sous CE, 2 déc. 2024, n° 473678, *MM. A... B... C... et autres*, Lebon T.

43. « Chronique de jurisprudence du Conseil d'État – Contentieux administratif et Convention Européenne des droits de l'homme », Juillet-Décembre 2024, *La Gazette du Palais*, 2025, n° 3 :

- « Le rôle des tiers dans le contentieux de l'inexécution d'un engagement en matière de concentration », obs. sous CE, 20 nov. 2024, *Société Kosc*, n° 435944, Lebon ;
- « Quand le caractère préparatoire d'un acte le prive d'effet notable », obs. sous CE, 22 novembre 2024, *Société Le Média et autres*, n° 497830, Lebon T. ;
- « Regain de rigueur sur les décisions implicites de rejet en droit des étrangers », obs. sous CE, avis, 10 octobre 2024, n° 949718 et CE, avis, 10 octobre 2024, n° 4923514 ;
- « L'intérêt à agir des membres et anciens membres d'une association contre une décision relative à celle-ci », obs. sous CE, 6 novembre 2024, *Assoc. Anticor*, n° 490435 ;
- « Régularisation sur régularisation ne vaut », obs. sous CE, sect., 14 oct. 2024, *Sté Saint-Saturnin Roussillon Ferme*, n° 471936 ;
- « La compétence du juge de l'exécution dépend de la compétence du juge du litige principal », obs. sous CE, 13 déc. 2024, *Assoc. Oxfam France et autres*, n° 492030.

44. « Chronique de jurisprudence du Conseil d'État – Contentieux administratif et Convention Européenne des droits de l'homme », Janvier-Juin 2024, *La Gazette du Palais*, 2024, n° 2 :

- « Entre sursis à statuer en vue de la régularisation et annulation partielle, il faut choisir », obs. sous CE, 8 mars 2024, n° 463249, Lebon T.
- « Date d'envoi *vs.* date de réception », obs. sous CE, sect., 13 mai 2024, n° 466541, Lebon ;
- « Un défaut de visa ne peut être invoqué que par la partie dont les écritures n'ont pas été visées », obs. sous CE, 30 avr. 2024, n° 465829, Lebon T.
- « Impartialité des juridictions administratives : méfiez-vous des apparences », obs. sous CE, ass., 15 avril 2024, n° 469719, n° 469719, Lebon ;
- « L'intégration de la médiation dans l'application du délai raisonnable de jugement », obs. sous CE, 14 mai 2024, n° 472121, Lebon T. ;
- « Précisions sur l'articulation entre le jugement invitant à régulariser une autorisation et le jugement sur l'autorisation régularisée », obs. sous CE, 17 janv. 2024, n° 426639, Lebon T. ;
- « Refus de renouvellement d'une autorisation provisoire de séjour au titre de la protection temporaire : présomption d'urgence », obs. sous CE, 29 janvier 2024, n° 471605, Lebon T.

45. « Chronique de jurisprudence du Conseil d'État – Contentieux administratif et Convention Européenne des droits de l'homme », Juillet-Décembre 2023, *La Gazette du Palais*, 2024, n° 3 :

- « L'office du juge face à l'inaction publique. Quand juger l'administration ne doit pas être administrer », obs. sous CE, ass., 11 oct. 2023, n° 467771, *Ligue des droits de l'homme*, Lebon ;
- « Le Conseil d'Etat définit l'office du juge saisi d'une action de groupe en cassation de manquement », obs. sous CE, ass., 11 oct. 2023, n° 454836, *Amnesty International France et a.*, Lebon ;
- « La justiciabilité du droit souple va-t-elle se rigidifier ? », obs. sous CE, 10 nov. 2023, n° 467645, *Ordre des avocats au barreau des Hauts-de-Seine*, Lebon T. ;
- « Le juge peut-il rejeter comme manifestement irrecevable une requête déposée en l'absence de décision administrative préalable ? », obs. sous CE, 19 juil. 2023, n° 463520, *M. V.*, Lebon ;

- « Le pouvoir de régularisation du juge du plein contentieux en matière d'installation classée soumises à enregistrement », obs. sous CE, avis, 10 nov. 2023, n° 474431, *Société Enedel* 7, Lebon ;
- « L'étendue de l'autorité absolue de la chose jugée de l'annulation d'un permis de construire », obs. sous CE, 21 sept. 2023, n° 467076, *Société Alpes Constructions Contemporains*, Lebon ;

46. « Chronique de jurisprudence du Conseil d'État – Contentieux administratif et Convention Européenne des droits de l'homme », Janvier-Juin 2023, *La Gazette du Palais*, 2023, n° 24 :

- « Revitalisation de la jurisprudence *Lafage* ou dernier soubresaut de la distinction des contentieux en matière de décision à objet purement pécuniaire ? », obs. sous CE, avis, 25 mai 2023, n° 471035, *La Poste*, Lebon ;
- « Quand l'appréciation dynamique de la légalité se heurte aux spécificités de la procédure de contravention de grande voirie », obs. sous CE, avis, 31 mars 2023, n° 470217, *Assoc. de protection de la plage de Boisvinet et de son environnement*, Lebon ;
- « Contours et détours de la théorie de l'acte de gouvernement », obs. sous CE, 27 janvier 2023, n° 436098 et 436099, *Association Action des chrétiens pour l'abolition de la torture et a.*, Lebon T. ;
- « Application extensive de l'inopérance des moyens de forme et de procédure soulevés par la voie de l'exception contre un acte réglementaire », obs. sous CE, 1^{er} mars 2023, n° 462648, *M. S.... et autres*, Lebon T. ;
- « Extension du mécanisme de cristallisation des moyens aux permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale », obs. sous CE, 4 avril 2023, n° 460754, *Société Distribution Casino France*, Lebon ;
- « Extension de l'office du juge des référés en matière d'urbanisme pour apprécier l'existence d'une cristallisation des moyens dans l'instance au fond », obs. sous CE, 14 avril 2023, n° 460040, *Mme G...*, Lebon T. ;
- « Petit assouplissement de l'office du juge de l'exécution d'une injonction ordonnée en référé », obs. sous CE, 27 mars 2023, n° 452354, *Section française de l'Observatoire international des prisons*, Lebon ;
- « Précisions sur la suppression de l'appel pour la réalisation de logements en zone tendue », obs. sous CE, 2 juin 2023, n° 461645, *Société civile immobilière du 90/94 avenue de la République*, Lebon ;
- « L'incompatibilité de la hiérarchisation des moyens avec l'office du juge de cassation », obs. sous CE, 15 mars 2023, n° 452953, *Mme S...*, Lebon T.

47. « Chronique de jurisprudence du Conseil d'État – Contentieux administratif et Convention Européenne des droits de l'homme », Juillet-Décembre 2022, *La Gazette du Palais*, 2023, n° 3 (GPL445b3) :

- « L'extension du domaine de l'appréciation dynamique de la légalité », obs. sous CE, 7 octobre 2022, n° 438233, *Fédération nationale des étudiants en kinésithérapie*, Lebon et CE, avis, 19 décembre 2022, *M. U...*, n° 461923, Lebon ;
- « L'annulation, en excès de pouvoir, d'une ordonnance abrogée par le Conseil constitutionnel », obs. sous CE, 26 juillet 2022, *UNSA Fonction publique*, n° 449040, Lebon ;
- « Précisions sur la réouverture de l'instruction », obs. sous CE, 10 octobre 2022, *Société Horizon et autres*, n° 455573, Lebon et CE, 10 octobre 2022, *Société Firalis*, n° 464460, Lebon T. ;
- « L'office du juge et la régularisation des déclarations d'utilité publique : acte II », obs. sous CE, 21 juillet 2022, *Commune de Grabels*, n° 437634, Lebon ;

- « L'office du juge d'appel et la neutralisation d'un motif illégal », obs. sous CE, 7 novembre 2022, *Commune de Gometz-le-Châtel*, n° 455195, Lebon T. ;
- « La loi pénale plus douce devant le juge de cassation », obs. sous CE, 7 octobre 2022, *Société KF3 Plus*, n° 443476, Lebon ;
- « Le droit de chacun de vivre dans un environnement sain et respectueux de la santé est une liberté fondamentale », obs. sous CE, 20 septembre 2022, *M. et Mme P...*, n° 451129, Lebon ;
- « L'office du juge de l'exécution des mesures ordonnées en référés », obs. sous CE, 15 novembre 2022, *Section française de l'Observatoire international des prisons*, n° 466827, Lebon T.

48. « Chronique de jurisprudence du Conseil d'État – Contentieux administratif et Convention Européenne des droits de l'homme », Janvier-Juin 2022, *La Gazette du Palais*, 2022, n° 24 (GPL438m9).

- « L'annonce de l'édiction d'un acte réglementaire peut (parfois) faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir », obs. sous CE, 25 mai 2022, *Assoc. Territoires de Musiques*, n° 451846, Tables ;
- « Droit souple et FAQ », obs. sous CE, 8 avril 2022, *Syndicat national du marketing à la performance (SNMP) et Collectif des acteurs du marketing digital (CPA)*, n° 452668 et 459026, Lebon ;
- « Des effets du dualisme juridictionnel sur les délais de recours : *errare humanum est... perseverare non est diabolicum* », obs. sous CE, 31 mars 2022, *Département du Val d'Oise*, n° 453904, Lebon ;
- « Sursis à statuer en vue de la régularisation d'une autorisation d'urbanisme : mode d'emploi », obs. sous CE, 16 février 2022, *Ministre de Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales c. Assoc. « Eoliennes s'en naît trop »*, n° 420554, Lebon ;
- « Le pouvoir d'injonction du juge de la responsabilité... et ses limites », obs. sous CE, avis, 12 avril 2022, *Sté La Closerie*, n° 458176, Lebon ;
- « Précisions sur les compétences et pouvoirs du juge d'appel en matière d'urbanisme », obs. sous CE, 22 avril 2022, *Mme C.*, n° 451156, Tables et CE, 26 avril 2022, *Sté Immobilière Aire Saint-Michel*, n° 452695, Tables ;
- « Rectification d'une erreur matérielle commise à son insu par le juge », obs. sous CE, 31 janvier 2022, *Mme B.*, n° 454992 ;
- « Référé, cassation et QPC : quelle articulation ? », obs. sous CE, 28 janvier 2022, *Mme S.*, n° 457987, Lebon et CE, 1^{er} février 2022, *M. D.*, n° 457121, Lebon ;
- « Inversion de la charge de la preuve du caractère indigne des conditions de détention », obs. sous CE, 21 mars 2022, *M. P.*, n° 443986, Lebon.

49. « Chronique de jurisprudence du Conseil d'État – Contentieux administratif et Convention Européenne des droits de l'homme », Août-Décembre 2021, *La Gazette du Palais*, 2022, n° 3 (GPL430w8).

- « Le pouvoir d'abrogation du juge de l'excès de pouvoir », obs. sous CE, Sect., 19 novembre 2021, *Association des avocats Elena France*, n° 437141, Lebon ;
- « L'absence de souplesse dans l'appréciation de l'intérêt à agir contre un acte de droit souple », obs. sous CE, 15 décembre 2021, *Association de défense des libertés constitutionnelles, Syndicat unité magistrats SNM FO*, n° 444759, Tables ;
- « Précisions sur les modalités de liaison du contentieux dans le cadre de l'action en reconnaissance de droits », obs. sous CE, avis, 15 novembre 2021, *Union fédérale des consommateurs Que Choisir Nancy et sa région*, n° 454125, Lebon ;
- « L'exception d'illégalité transparente : quand l'illégalité d'un acte réglementaire dont il excipé a disparue à la date à laquelle le juge statue sur la légalité d'une décision prise

- pour son application », obs. sous CE, 4 octobre 2021, *Min. c/ SA Ceetrus France*, n° 448651, Lebon ;
- « Le charme discret de la régularisation des autorisations d'urbanisme – et ses limites ! », obs. sous CE, 6 octobre 2021, *Société Mariesas*, n° 442182, Lebon ;
 - « L'intérêt à agir contre une autorisation d'urbanisme à l'épreuve des ordonnances de tri », obs. sous CE, 14 octobre 2021, *M. H...G... c/ Commune de Puteaux et SCI JNH Holding*, n° 441415, Tables ;
 - « Remboursement ou indemnisation en plein contentieux des frais de justice engagés en excès de pouvoir ? », obs. sous CE, 15 octobre 2021, *Société 2 AB et Commune de Pézenas*, n° 436725, Tables ;
 - « Quelles conséquences en l'absence de régularisation d'une autorisation d'urbanisme ? », obs. sous CE, 9 novembre 2021, *Société civile de construction vente (SCCV) Lucien Viseur*, n° 440028, Tables ;
 - « Des subtilités du référé suspension contre une autorisation d'urbanisme : présomption d'urgence, obligation de diligence et cristallisation des moyens », obs. sous CE, 6 octobre 2021, *Mme Florence M. et autres*, n° 445733, Tables ;
 - « Des conséquences, en appel, de la dispense de contradictoire dans la procédure de référé constat », obs. sous CE, 30 novembre 2021, *Syndicat des copropriétaires de l'immeuble du 65 avenue de la République*, n° 439491, Tables.
50. « Le juge de l'excès de pouvoir peut abroger un acte réglementaire », note sous CE Sect., 19 novembre 2021, *Association des avocats Elena France*, n° 437141, *JCP G* 2022, 24 janvier 2022, n° 105.
51. « Les chartes d'engagement départemental relatives à l'utilisation des pesticides à l'épreuve du principe de participation », Observations sous Conseil Constitutionnel, 19 mars 2021, n° 2021-891 QPC, *Association générations futures et autres*, *Actu-Juridique*, 25 avril. 2022 (<<[<https://www.actu-juridique.fr/constitutionnel/chronique-de-qpc-janvier-juin-2021>>](https://www.actu-juridique.fr/constitutionnel/chronique-de-qpc-janvier-juin-2021)>>).
52. « Un *Baiser* renversant », note sous CE, 2 juillet 2021, *Min. de la Culture c/ Société Duhamel Fine Arts*, n° 447967, *AJDA* 2021, p. 2401.
53. « Les petits pas de l'office du juge de la légalité en matière de régulation du secteur bancaire », note sous CE, 25 mars 2021, *Société Interhold*, n° 438669, *AJDA* 2021, p. 1919.
54. « La régularisation des autorisations d'urbanisme : technique à toute épreuve ? », note sous CE, 17 mars 2021, *Mme V...*, n° 436073, *Droit administratif*, n° 8-9, septembre 2021, p. 42, comm. n° 38.
55. « L'affaire du *Baiser* de Brancusi. Quand le juge administratif embrasse la classification civiliste des biens », note sous CAA Paris, 11 décembre 2020, *Société Duhamel Fine Arts et autres*, n° 18PA02011, *Droit Administratif*, n° 5, mai 2021, p. 26, comm. n° 24.
56. « Quand le Conseil d'Etat définit l'office du juge de l'excès de pouvoir. Brèves réflexions sur le méta office du juge administratif », note sous CE, ass., 19 juil. 2019, *Assoc. des Américains Accidentels*, n° 424216, *JCP G*, 18 novembre 2019, n° 1193.
57. « L'inaltérable inaliénabilité », Observations sous Conseil constitutionnel, 26 octobre 2018, QPC n° 2018-743, *Société Brimo de Laroussilhe*, *Les Petites Affiches*, n° 158, 8 août 2019, p. 9.

58. « L'érosion dunaire n'est pas un risque naturel majeur », Observations sous Conseil Constitutionnel, 6 avril 2018, QPC n° 2018-698, Syndicat secondaire Le Signal, *Les Petites Affiches*, n° 31, 12 février 2019, p. 3.
59. « De quelques aspects de l'office du juge en matière de contraventions de grande voirie », *AJDA* 2018, p. 804.
60. « L'ordre intérieur à bout de souffle », note sous CE Sect., 25 septembre 2015, *Mme B.*, n° 372624, *RFDA* 2016, p. 75.
61. « Le décret du 22 février 2010 : une nouvelle étape dans la réforme de la justice administrative », *Gaz. Pal.* 2010, (n° 10934), n° 80 à 82, p. 12.

❖ Travaux en cours de rédaction

62. Avec François PINATEL, « Réflexions sur l'autorité de la chose jugée par les juridictions civiles devant le juge administratif ».
63. « Le rejet par ordonnance des requêtes manifestement dépourvues de fondement », *RDP* 2025 (à paraître)

❖ Interventions dans des colloques et conférences

1. « Le droit administratif du travail », séminaire doctoral organisé par le Centre Michel Hospital à Clermont Université ;
2. « A quoi sert le juge administratif d'appel ? », Discussion lors de la conférence donnée par Nathalie Massias, présidente de la Cour administrative d'appel de Versailles à CY Cergy Paris Université, le 26 mai 2025 ;
3. « La médiation devant les juges civils et administratifs : rapport de synthèse », Conclusion lors du colloque sur *La médiation. Regards croisés*, organisé par la Cour administrative d'appel et la cour d'appel de Paris, le 4 avril 2025 ;
4. « L'exécution des décisions des juridictions administratives spécialisées », Intervention lors du colloque sur *Les juridictions spécialisées*, organisé à l'Université Jean Moulin Lyon 3, par Cédric Meurant, Thibault Goujon-Bethan et Benjamin Ricou, les 20 et 21 mars 2025 ;
5. « Autour de René Jacquelin », Participation une conférence organisée par Pascale Gonod à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, avec Norbert Foulquier, Florent Blanco et Florian Roussel, le 28 janvier 2025 ;
6. « La valeur ajoutée du rapporteur public », Participation à la conférence organisée avec le tribunal administratif de Cergy-Pontoise le 17 décembre 2024 ;
7. « Les actes administratifs symboliques », Intervention lors d'un atelier sur *Le symbolisme en droit administratif*, organisé à l'Université Nanterre La Défense, par Lucie Cluzel-Métayer et Sébastien Hourson, le 13 décembre 2024 ;
8. « Lire Hauriou aujourd'hui. A propos de *La gestion administrative* (1899) », Discussion lors de la conférence donnée par Pascale Gonod et Tristan Pouthier à CY Cergy Paris Université le 10 décembre 2024 ;

9. « La théorie de la décision administrative à l'épreuve du *nudge* », Intervention lors du colloque sur *Le nudge dans l'action administrative*, organisé par Emilie Barbin, à l'Université Grenoble-Alpes, le 17 octobre 2024 ;
10. « Le contradictoire devant le Conseil constitutionnel », discussion lors de la conférence donnée par Me Claire Waquet et Benoit Camguilhem à CY Cergy Paris Université, le 3 septembre 2024 ;
11. « Les garanties procédurales : de l'huile dans les rouages ou des bâtons dans les roues ? », rapport conclusif du colloque sur *Les garanties procédurales*, organisé à CY Cergy Paris Université par les étudiants de la promotion de Master 1, le 27 juin 2024 ;
12. « Les transformations de la police administrative », discussion lors de la conférence donnée par Olivier Renaudie à CY Cergy Paris Université, le 27 juin 2024 ;
13. « Une conciliation entre le statut et les libertés ? », Présidence d'une table-ronde lors du colloque sur Les fonctionnaires et les libertés, organisé par le CPJP et Gesa Dannenberg et Maxence Chambon à CY Cergy Paris Université, le 11 juin 2024 ;
14. « Le contrôle de la législation gouvernementale », participation à une table-ronde lors du colloque sur *La législation gouvernementale*, organisé à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne par Florian Poulet, Julien Padovani et Emilien Quinart, le 6 février 2024 ;
15. « Utilitarisme et droit administratif », Présidence d'une table-ronde lors du colloque sur *Utilitarisme et droit*, organisé à Cergy Paris Université par le LEJEP, Ludovic Risselin et Alicia Monnehay, le 7 décembre 2023 ;
16. « Le droit administratif du travail », discussion lors de la conférence donnée par Me François Pinatel à Cergy Paris Université, le 28 novembre 2023 ;
17. « L'effet utile et la stratégie contentieuse », Intervention lors du colloque organisé à l'Université de Lorraine par l'IRENEE, Valentin Lamy et Caroline Faure, le 13 octobre 2023 ;
18. « Les frontières de la cassation », Présidence d'une table-ronde lors du colloque sur La cassation : regards croisés organisé à Tours par Benjamin Defoort et Julie Traullé, le 6 octobre 2023 ;
19. « Changement climatique. Que peut-on attendre des juges ? », discussion lors de la conférence donnée par Me Régis Froger, à Cergy Paris Université, le 5 septembre 2023 ;
20. « Les actes administratifs unilatéraux dans un contexte de crise », Intervention lors d'une conférence avec Charles Touboul et Anne-Laure Girard organisée à l'Université Paris Panthéon-Assas par le CRDA, le 9 février 2023.
21. « L'approche comparatiste de la jurisprudence *Blanco* », Participation à une table ronde lors du colloque *Autour de l'arrêt Blanco*, organisé au Conseil d'Etat par Anne Jacquemet-Gauché, Florent Blanco et Simon Gilbert, le 8 février 2023.
22. « La promotion du droit souple », Intervention lors du colloque organisé à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne sur *Les vieux. De quel(s) droit(s) ?*, les 6 et 7 octobre 2022.

23. Présidence d'une table-ronde lors du colloque sur *Secret et Droit*, organisé à Tours par Hémisphère Droit, association des doctorants et jeunes docteurs de l'Université de Tours, le 1^{er} avril 2022.
24. « Juger de la légalité – Quel(s) objet(s) ? », Présidence d'une table-ronde lors du colloque sur *Juger de la légalité administrative. Quel(s) juge(s) pour quelle(s) légalité(s) ?*, organisé à Tours le 19 novembre 2021.
25. « JADE a 5 ans. Déjà l'âge de raison ? », Introduction à la conférence de Mme Patricia Rouault-Chalier, Vice-Présidente du Tribunal administratif d'Orléans, et Me Hélène Farge, avocat aux Conseils, ancienne présidente de l'Ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de Cassation, sur *Justice administrative de demain : Retour sur 5 ans d'application du décret JADE*, organisé à Tours le 10 novembre 2021.
26. « Oralité et garanties du procès administratif – Dialogue autour de l'oralité dans le procès administratif », Participation une table-ronde lors du colloque sur *L'Oralité dans le procès administratif*, organisé à Orléans, les 24 et 25 juin 2021.
27. « Les actes purement discrétionnaires », Intervention lors du colloque international sur *Les conflits doctrinaux au XIX^e siècle. Une analyse des fondements politiques du droit*, organisé par l'Université Paris-Saclay, les 20 et 21 mai 2021.
28. « Les amendes administratives », Participation à une table-ronde lors du colloque sur *Le droit administratif du travail*, organisé à Paris par AvoSial, Syndicat des professionnels du droit social en entreprise, le 28 janvier 2019.
29. « Présentation : L'appel à la croisée des chemins », Propos introductifs lors du colloque sur *L'appel. Regards croisés en procédures civile et administrative*, organisé à Tours, le 5 octobre 2018.
30. « L'étendue de la réparation : le cas de la réparation intégrale », Intervention lors de la Journée d'Études sur *Le Préjudice*, organisée à Tours, par l'Association Française pour la recherche en Droit administratif (AFDA), le 1^{er} décembre 2017.
31. « L'usage des métaphores par Jean Rivero. Regard sur une conception de la doctrine ». Intervention lors du 1^{er} Printemps de la Jeune Recherche, organisé à Montpellier le 10 juin 2009, par l'Association Française pour la recherche en Droit Administratif (AFDA), en hommage à l'œuvre de Jean Rivero.

❖ Mémoires de 3^e cycle

1. Mémoire de Master II recherche en Théorie et analyse du droit (2008), sous la direction du Professeur Éric MILLARD : *L'acte administratif unilatéral dans le discours doctrinal. Jalons pour une analyse lexicologique*, Université Nanterre-La-Défense.
2. Mémoire de Master II recherche en Droit public approfondi (2006), sous la direction du Professeur Yves GAUDEMET : *Occupation domaniale et Convention européenne des droits de l'homme*, Université Panthéon-Assas Paris II.

Divers

Membre de l'Association Française pour la recherche en Droit Administratif (AFDA)

Anglais : courant

Allemand : lu, écrit, parlé